



31-03-2010
Mots clés
Marques,
Marketing
Consommation
France
Semaine du
développement
durable

Lyon invente le label développement durable municipal



Semaine du développement durable - « Lyon, ville équitable et durable », ce nouveau macaron a été attribué en février à près de 90 entreprises ou associations de la métropole. Une belle opération de communication ? Oui, mais pas seulement avec cette initiative, la municipalité donne aussi un coup de projecteur à des projets réellement responsables et innovants.

Le Baromètre de cet article

ÉCOLOGIE SOCIÉTÉ ÉCONOMIE

SUR LE MÊME SUJET

Quand le consommateur fait du greenwashing

Des capotes à théière

Les petits pots dans les grands

Quebook et les inscriptions



Le petit plus de la boutique Bebe-terrien ? Elle « organise des balades de bébés portés pour

inciter les jeunes mères à marcher davantage ». Non ces mots ne sont pas issus d'une publicité pour ce magasin lyonnais mais directement de la ville de Lyon qui le récompense ainsi pour l'obtention de son tout nouveau label « Lyon, ville équitable et durable ». Depuis le 12 février la métropole est la première en France à décerner son propre macaron estampillé « développement durable ». Des entreprises, des associations et des coopératives ont ainsi

été sélectionnées sur tout le grand Lyon. Toutes partagent les mêmes valeurs : consommation équitable, respect de l'environnement et de utilité sociale. L'idée de la ville ? Offrir une vitrine à ces entreprises un peu différentes. Parmi les 89 lauréats : citons un pressing écologique, un festival de rue « responsable et citoyen » et même un centre de recherche contre le cancer.

Pour la sélection, la connaissance préalable du service de développement durable de la ville de certains candidats a été bien utile. « Nous avons une centaine de dossiers, la plupart concernent des entreprises déjà engagées auprès du service », admet Guilaine Gouzou-Testud, adjointe Verte de Lyon au développement durable et initiatrice du projet. C'est le cas notamment du pressing **Sequoia** qui s'est vu proposer la candidature au label. « J'ai ouvert en août 2009 avec l'idée de maîtriser la consommation d'eau et d'électricité et d'utiliser une nouvelle technique de nettoyage au silicone permettant d'éviter le perchloroéthylène (un solvant toxique ndr) », raconte Pierre-François Chamaron, créateur de la petite entreprise. « J'ai voulu obtenir de l'aide de la part de la mairie pour la communication autour du durable. Ils m'ont parlé du label. »

Une dénomination usurpée

Bien que pousse à concourir, Sequoia est passé comme tout le monde au crible de critères précis. La grille de sélection a été montée en collaboration avec des organismes extérieurs, Max Havelaar, l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), l'Afnor (Association française de normalisation), la Plateforme française du commerce équitable, la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire et l'association Promess (Promotion de l'économie sociale et solidaire). Une mutualisation qui paie. « Nous sommes allés au-delà de nos propres critères », assure Olivier Cabrera, responsable des relations extérieures de l'association Max Havelaar. « nous nous attachons par exemple aux actions de sensibilisation vers le public. Il s'agit d'un des seuls labels à porter un message politique. Ici, nous voulons faire évoluer les mentalités plus que les comportements. »

Pour autant, la dénomination de « label » n'est-elle pas usurpée ? Car ici, point de contrôles stricts ou de passages devant des commissions : la sélection se fait en interne, à la mairie. Et « seuls les dossiers litigieux passent devant un Conseil des sages, comprenant des membres des organismes partenaires », concède Guilaine Gouzou-Testud. Et qu'arriverait-il si une grande entreprise faisait

acte de candidature, comme GDF-Suez a Courbevoie ou un label du même type est actuellement discuté ?

« Le plus important pour nous, c'est l'action locale sur le territoire, répond Olivier Cabrera de Max Havelaar. Il s'agit de vérifier l'adéquation entre la taille de l'entreprise et son engagement. Et bien entendu, l'acte d'engagement n'est mesurable que sur une partie du problème, impossible de vérifier la totalité des activités des plus grandes entreprises. » Aujourd'hui l'ambition est mesurée - « pour l'instant, nous encourageons les pratiques vertueuses, c'est plus difficile de condamner », explique encore Olivier Cabrera - mais la ville et Max Havelaar projettent de faire évoluer leur grille de sélection.

50 nouveaux dossiers depuis février

En attendant, l'initiative a permis de faire decoller certaines entreprises. La petite société Inhexis luttait pour survivre malgré un projet novateur, l'« Enviro-Box », un concept regroupant des solutions pour réduire à peu de frais les consommations énergétiques. « Nous avons dû batailler pour convaincre l'Opac (Office public d'aménagement et de construction) du Rhône d'équiper une trentaine d'appartements. Ce label, c'est la reconnaissance que notre idée de cibler les personnes qui en ont le plus besoin peut être viable économiquement », se réjouit Guillaume Guerbette, son gérant.

Pour le label la vie continue et les projets ne manquent pas : un site pour le mois de juin, un guide en novembre, des partenariats avec les écoles de commerces lyonnaises pour l'accompagnement marketing, etc. Et pour la deuxième tournée de lauréats, 50 nouveaux dossiers ont atterri sur les bureaux de la Maine depuis le 12 février. Des structures plus récentes, moins connues, des éléments gages d'une « vraie sélection » cette fois. Quant à la ville de Mouans-Sartoux dans les Alpes Maritimes, elle lorgnerait sur le projet. A peine né, le label local se rêve déjà pérenne.

A lire aussi sur terraeco.net :

- ▶ Dans la jungle des labels
- ▶ Les labels au banc d'essai
- ▶ Exclusif : le 1er palmarès des régions les plus vertes

Sources de cet article

- ▶ Le site de l'opération Lyon, ville équitable et durable

Le rédacteur :
NOELLE GUILLON